

Unité départementale de la Vendée
(Adresse temporaire)
53 rue de Verdun
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Réf Préf : dossier n°96/0174
Réf DREAL/UD85 : CS – ENV – D.22.0282
n° GUN : 0006300757

La Roche sur Yon, le 07 juillet 2022,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEDEP SAS

Les Bonottières

85190 BEAULIEU SOUS LA ROCHE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement SEDEP SAS implanté Les Bonottières Bellevue 85190 BEAULIEU SOUS LA ROCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre :

- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2021 concernant l'étude de compatibilité des rejets dans le milieu,
- de l'action nationale 2022 concernant les déchets de l'industrie extractive.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDEP SAS
- Les Bonottières Bellevue 85190 BEAULIEU SOUS LA ROCHE
- Code AIOT dans GUN : 0006300757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière des Bonottières est autorisée par arrêté du 5 août 2009 à exploiter une carrière de granite à ciel ouvert et une installation de traitement pour une durée de 30 ans sur le territoire de la commune de Beaulieu-sous-la-Roche. Cet établissement a fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires depuis 2009 concernant notamment les rejets aqueux de la carrière (APC du 6 avril 2021).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- étude des rejets de la carrière et de leur compatibilité avec le milieu (APC du 06/04/2021),
- plan de gestion des déchets d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Etude de compatibilité	AP Complémentaire du 06/04/2021, article 2	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à jour du plan de gestion des déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis- §3	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis - §2 - tiret 1/10	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis - §2 - tiret 2/10	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis - §2 - tiret 4/10	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis - §2 - tiret 6/10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant sollicite une demande de délai complémentaire pour la réalisation de son étude de compatibilité avec le milieu prescrite par arrêté du 6 avril 2021. Cet arrêté prévoyait la remise des conclusions de l'étude pour janvier 2022. Pour ce point un projet d'arrêté complémentaire est proposé en annexe du rapport.

Concernant le plan de gestion des déchets (PGD) d'extraction, l'exploitant doit compléter la liste des déchets et faire procéder à la caractérisation des déchets produits sur son site au vu des critères de l'arrêté ministériel de 1994 encadrant les carrières. Le cas échéant, le PGD devra être adapté en fonction de la nature des déchets caractérisés, le classement administratif du site également (rubrique 2720).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etude de compatibilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant, pour son établissement identifié à l'article précédent, procède à la mise à jour de son étude d'impact sur le volet des rejets aqueux de la carrière.</p> <p>L'exploitant quantifie ses rejets et étudie la compatibilité de ses rejets avec l'état du milieu récepteur.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant indique comment il compte rendre ses rejets compatibles avec le milieu et propose un programme d'auto-surveillance.</p> <p>Cette étude est transmise à l'inspection pour le 31 janvier 2022.</p>
<p>Constats : Sur 2021, à titre de comparaison des prélèvements ont été réalisés en amont/aval du site ainsi que sur un forage dans le bourg de la commune. L'inspection a été informée fin février 2022 des difficultés rencontrées dans la production de l'étude prescrite puis à la mi-mars 2022 concernant les difficultés à conclure sur les valeurs limites acceptables pour le milieu et le cas échéant la mise en place de traitement sur la carrière.</p> <p>L'exploitant a transmis un nouveau devis signé du 5 mai 2022 avec un bureau d'étude régulièrement confronté à ce type de site (gisement granitique - acidité des rejets et cortège de métaux identifiés) pour la réalisation sous 3 mois de :</p>

<p>- la proposition de VLE en métaux pour les eaux d'exhaure ;</p> <p>- selon l'impact, la proposition de traitement avec étude technico-économique concernant le traitement des éléments métalliques impactant le milieu.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant se positionne quant aux propositions réalisées par le prestataire (choix de traitement, échéancier d'action).</p> <p>Un positionnement sur le pH admissible par le milieu (rejet autorisé dans l'AP2009 entre 5,5 et 8,5) est aussi attendu.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a demandé à transmettre ces positionnements pour la fin d'année. L'inspection propose une échéance à fin novembre. Un projet d'APC est joint au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : Mise à jour du plan de gestion des déchets (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis- §3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mise à jour du PGD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : Le plan présenté a été réalisé en 2017 et doit être actualisé en 2022. Cette actualisation devra tenir compte des constats réalisés lors de la présente visite (cf constats suivants).</p>
<p>Observations : Selon les résultats des caractérisations, la composition du PGD prescrit par l'art. 16 bis de l'AM du 22/09/1994 devra être revu (cf art. 5 de l'AM du 19/04/2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives relevant de la rubrique 2720). La situation administrative devra également être mise à jour (cf rappel sur cette rubrique sur constat suivant).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois au préfet le document actualisé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis - §2 - tiret 1/10
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.</p>
<p>Constats : Lors de la visite il a été constaté que le PGD2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne prend pas en compte les "fines de scalpings" [01 04 08] identifiées comme acidifiantes. Ces déchets doivent être caractérisés au vu des 5 critères repris en annexe I de l'AM 22/09/1994 notamment les critères B et D. - prend en compte les boues d'exhaure [01 04 99] mais leur caractérisation doit être complétée sur les critères susmentionnés. - prend en compte les boues du poste de lavage [01 04 99] néanmoins leur caractère inerte doit être justifié au vu desdits critères. <p>La caractérisation des déchets d'extraction n'est pas réalisée selon les 5 critères de l'annexe de l'AM du 22/09/1994 encadrant les carrières (voir également circulaire du 22/08/2011 et note du 22/03/2010).</p> <p>Le gisement exploité est un granite sujet aux rejets acides, la circulaire précitée établit plusieurs justifications complémentaires, absentes du document de 2017, à apporter sur la nature des déchets d'extraction vis-à-vis de ce type de site.</p>
<p>Observations : Le site n'est actuellement pas classé au titre de la rubrique 2720, le classement/non classement au titre de cette rubrique ICPE sera également à justifier à la lumière des caractérisations réalisées (cf circulaire précitée).</p> <p>Pour rappel, intitulé de la rubrique 2720 :</p>

(Rubrique créée par le [Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010](#))

Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension).

1. Installation de stockage de déchets dangereux ;	(A-2)
2. Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes.	(A-1)

Régime de l'autorisation : [Arrêté du 19/04/10](#) relatif à la gestion des déchets des industries extractives

[Note BPGD-22-041 Note-dechets_27042022 à consulter en pdf](#)

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis - §2 - tiret 2/10

Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.

Constats : Les zones de stockage sont reprises sur un plan dans le document de 2017.

Les zones de stockage pour les boues des bassins de décantation ne sont pas planifiées à long terme.

Les déchets d'extraction non identifiés comme produits sur le site dans le document de 2017 ne sont pas identifiés sur ce plan.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis - §2 - tiret 4/10

Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient a en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.

Constats : Ce point est présent dans le PGD de 2017 mais devra être revu à la lumière des caractérisations (cf constats précédents). Le cas échéant (déchets non inertes), des mesures préventives spécifiques sont attendues notamment pour ce qui concerne les activités de stockage sur site des déchets.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis - §2 - tiret 6/10

Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats : La remise en état est discuté dans le document de 2017 cependant le plan de remise en état n'est pas présent dans le document.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet